

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 avril 2021

PROJET DE LOI

**accordant un droit
au petit chômage aux travailleurs
afin de recevoir un vaccin
contre le coronavirus COVID-19**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES,
DE L'EMPLOI ET DES PENSIONS
PAR
MME **Sophie THÉMONT**

SOMMAIRE**Pages**

I. Exposé introductif.....	3
II. Discussion.....	3
III. Votes.....	8

Voir:

Doc 55 1849/ (2020/2021):
001: Projet de loi.
002: Amendement.

Voir aussi:

004: Texte adopté par la commission.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 april 2021

WETSONTWERP

**houdende toekenning van een recht
op klein verlet voor werknemers met het oog
op het toegediend krijgen van een vaccin ter
bescherming tegen het coronavirus COVID-19**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR SOCIALE ZAKEN,
WERK EN PENSIOENEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW **Sophie THÉMONT**

INHOUD**Blz.**

I. Inleidende uiteenzetting.....	3
II. Bespreking.....	3
III. Stemmingen.....	8

Zie:

Doc 55 1849/ (2020/2021):
001: Wetsontwerp.
002: Amendement.

Zie ook:

004: Tekst aangenomen door de commissie.

04325

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Marie-Colline Leroy

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Björn Anseeuw, Wim Van der Donckt, Valerie Van Peel
Ecolo-Groen	Cécile Cornet, Marie-Colline Leroy, Evita Willaert
PS	Jean-Marc Delizée, Marc Goblet, Sophie Thémont
VB	Ellen Samyn, Hans Verreyt
MR	Christophe Bombled, Florence Reuter
CD&V	Nahima Lanjri
PVDA-PTB	Nadia Moscufo
Open Vld	Tania De Jonge
Vooruit	Anja Vanrobaeys

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Frieda Gijbels, Sigrid Goethals, Katrien Houtmeyers, Wouter Raskin
Barbara Creemers, Laurence Hennuy, Dieter Vanbesien, Gilles Vanden Burre
Leslie Leoni, Eliane Tillieux, Philippe Tison
Ortwin Depoortere, Dominiek Sneppe, Frank Troosters
Daniel Bacquellaine, Denis Ducarme, Vincent Scourneau
Nathalie Muylle, Els Van Hoof
Gaby Colebunders, Sofie Merckx
Maggie De Block, Egbert Lachaert
Vicky Reynaert, Gitta Vanpeborgh

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigd lid:

cdH	Catherine Fonck
-----	-----------------

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numerering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné le présent projet de loi au cours de sa réunion du 23 mars 2021.

Le rapport de la commission a été présenté oralement à la séance plénière, le 25 mars 2021.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

M. Pierre-Yves Dermagne, vice-premier ministre et ministre de l'Économie et du Travail, indique que le projet de loi vise à faciliter la campagne de vaccination en vue d'atteindre une couverture vaccinale d'au moins 70 % de la population. À cette fin, le projet met en place un droit à un congé de petit chômage en faveur des travailleurs, en vue de l'administration d'un vaccin contre le coronavirus COVID-19. Tout travailleur ayant un contrat de travail aura le droit de s'absenter du travail avec un salaire complet pour le temps nécessaire à la vaccination.

II. — DISCUSSION

M. Björn Anseeuw (N-VA) annonce qu'il soutiendra, avec son groupe, le projet à l'examen.

Se posent cependant quelques questions pratiques, en rapport avec l'organisation du travail au sein des entreprises. Tout dépendra également pour une bonne partie de l'efficacité de l'organisation de la campagne de vaccination, qui doit permettre de limiter le temps nécessaire à chaque travailleur pour se faire vacciner.

En outre, on devra veiller, en ce qui concerne le traitement administratif de ces opérations, à la protection de la vie privée et des données médicales des travailleurs.

M. Hans Verreyt (VB) peut souscrire à l'objectif du projet de loi à l'examen. La vaccination – volontaire – la plus large possible de la population nous permettra enfin de retrouver notre "ancien" mode de vie.

Il convient néanmoins de formuler un certain nombre d'observations critiques, d'ordre plutôt pratique.

Dans son exposé, le ministre n'a mentionné que les travailleurs liés par un contrat de travail. Il en va de même de la directive édictée pour les fonctionnaires par sa collègue, la ministre de la Fonction publique. Que

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 23 maart 2021.

Dit commissieverslag werd mondeling toegelicht tijdens de plenaire vergadering van 25 maart 2021.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

De heer Pierre-Yves Dermagne, vice-eersteminister en minister van Economie en Werk, geeft aan dat het ter bespreking voorliggende wetsontwerp ertoe strekt de vaccinatiecampagne te ondersteunen om een vaccinatiegraad van minstens 70 % van de bevolking te bewerkstelligen. Daartoe beoogt dit wetsontwerp te voorzien in een recht op klein verlet voor de werknemers om een vaccin ter bescherming tegen het coronavirus COVID-19 toegediend te krijgen. Elke werknemer met een arbeidsovereenkomst zou aldus het recht krijgen om, met loonbehoud, van het werk afwezig te zijn voor de tijd die nodig is voor de vaccinatie.

II. — BESPREKING

De heer Björn Anseeuw (N-VA) geeft aan dat hij en zijn fractie dit wetsontwerp zullen steunen.

Niettemin rijzen enkele praktische vragen in verband met de organisatie van het werk in de ondernemingen. Voorts zal veel afhangen van de mate waarin de vaccinatiecampagne doeltreffend is georganiseerd, teneinde de tijd die nodig is om elke werknemer te vaccineren, beperkt te houden.

Met betrekking tot de administratieve afhandeling van deze procedure zal bovendien moeten worden gewaakt over de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van de gezondheidsgegevens van de werknemer.

De heer Hans Verreyt (VB) kan zich achter de doelstelling van dit wetsontwerp scharen. Een zo groot mogelijke – vrijwillige – vaccinatie van de bevolking zal ons eindelijk weer ons "oude" leven teruggeven.

Niettemin zijn er een aantal kritische bedenkingen, veeleer van praktische aard.

De minister had het in zijn toelichting enkel over de werknemers die gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst, overeenkomstig de richtlijn die wordt uitgeschreven voor ambtenaren door zijn collega, de

doit faire, par exemple, un chômeur ou un travailleur en chômage technique? Doit-il également prévenir l'ONEM? Et qu'en est-il notamment des étudiants en stage dans des entreprises ou des institutions?

Le débat sur la présentation de la confirmation du rendez-vous est en train de s'enliser dans une confusion babylonienne. La loi prévoit qu'il suffit de prévenir l'employeur le plus rapidement possible, ce qui est une notion extensible, comme l'ont déjà souligné l'avis du CNT et le Conseil d'État. La notification peut se faire par téléphone, mais la présentation de la confirmation doit *de facto* avoir lieu physiquement. Conformément à l'Autorité de protection des données, l'employeur peut uniquement "contrôler" la confirmation. Il ne peut en prendre une copie, ni même retranscrire manuellement les informations qu'elle contient, ce qui est tout de même une description très large. Cela signifie que les télétravailleurs sont donc tenus de se rendre dans l'entreprise et de montrer physiquement le formulaire à l'employeur. La confirmation ne peut donc pas être transmise par courriel, car cela équivaut à une copie. C'est évidemment problématique pour le télétravailleur qui doit s'exécuter, sachant que les services des ressources humaines sont précisément ceux qui peuvent certainement faire du télétravail... Et tous les télétravailleurs doivent donc se rendre à leur travail pour montrer ce formulaire, ce qui est totalement contraire à l'obligation de télétravail imposée par le gouvernement. La réalité devient kafkaïenne.

Le travailleur peut donc s'absenter pendant la durée nécessaire au déplacement et à la vaccination proprement dite. L'organisation pratique n'est évidemment pas aussi simple dans toutes les entreprises, *a fortiori* si l'employeur ne peut en fait pas noter la raison pour laquelle un travailleur s'absente et doit se limiter au code normal "petit chômage". Les personnes qui travaillent dans la production (le travail à la chaîne dans l'assemblage automobile par exemple) ne peuvent pas être retirées si facilement du processus de travail pour une durée de deux heures. Le CNT a rendu un avis positif, mais les problèmes pratiques apparaîtront encore. En fin de compte, il s'agit d'autoriser plusieurs milliers de personnes à quitter une ou deux fois leur travail sur une période de quelques mois.

Pour garantir la continuité des entreprises et ne pas à nouveau leur imposer la charge, il faudra faire preuve d'une certaine créativité pour organiser la vaccination de manière à ce que certains groupes ne doivent pas se faire vacciner pendant les heures de travail. C'est une manière de procéder, certainement dans les zones de soins de première ligne où le visiteur peut enregistrer lui-même son propre rendez-vous (comme par exemple à Gand, Anvers et Bruxelles).

minister voor Ambtenarenzaken. Wat moet bijvoorbeeld een werkloze of technisch werkloze doen? Moet die dat ook laten weten aan de RVA? En wat met bijvoorbeeld studenten die stage lopen in bedrijven of instellingen?

De discussie over het voorleggen van de bevestiging van afspraak is aan het verzanden in een Babylonische spraakverwarring. In de wet staat dat het nu voldoende is de werkgever zo spoedig mogelijk te verwittigen. "Zo spoedig mogelijk" is een rekbaar begrip, het advies van de NAR en de Raad van State wezen hier reeds op. Verwittigen kan telefonisch, maar het voorleggen moet *de facto* fysiek gebeuren. Het mag conform de Gegevensbeschermingsautoriteit enkel "bekeken" worden. Een kopie mag niet genomen worden. Zelfs informatie die ze bevat mag niet manueel overgeschreven worden, wat toch wel een zéér ruime omschrijving is. Dat wil zeggen dat de telewerkers naar hun bedrijf moeten gaan en dat formulier fysiek tonen aan de werkgever. Doormailen mag dus niet, want dat staat gelijk met een kopie. Dat is natuurlijk problematisch ingeval de telewerker dit moet gaan uitvoeren, wetende dat de HR-diensten precies diegenen zijn die zeker aan telewerk kunnen doen... Alle telewerkers mogen dus een rit naar het werk maken om een formulier te tonen, dit compleet in tegenspraak met de eis van de regering om thuis te werken. Dit wordt een Kafkaïaanse realiteit.

De werknemer mag de tijd die nodig is om zich te verplaatsen en voor de inenting zelf dus afwezig zijn. De praktische organisatie daarvan is natuurlijk niet in alle bedrijven even eenvoudig, zeker niet als de werkgever eigenlijk niet mag noteren waarom een werknemer afwezig is en zich moet beperken tot de normale code "klein verlet". Mensen die in productie werken (bandwerk in de autoassemblage bijvoorbeeld) zijn niet zo eenvoudig voor twee uren uit het arbeidsproces te halen. De NAR heeft zich positief uitgelaten, maar de praktische problemen zullen nog opduiken. Uiteindelijk gaat het over een paar miljoen mensen op enkele maanden tijd die één of twee keer het werk mogen verlaten.

Om de continuïteit van de bedrijven te garanderen en hen niet alweer met de last op te zadelen, zal dus enige creativiteit aan de dag moeten gelegd worden om de inenting zo te organiseren dat bepaalde groepen dit niet tijdens de werkuren moeten doen. Zeker in die eerstelijnszorgzones waar de bezoeker zelf zijn eigen afspraak kan inboeken (bijvoorbeeld in Gent, Antwerpen en Brussel).

Mme Florence Reuter (MR) estime que le petit chômage mis en place par le projet est un élément essentiel en vue de l'accélération de la campagne de vaccination. C'est en soi un élément positif, qui s'accompagne en outre de la nécessaire prise en compte de la protection de la vie privée et des données médicales des travailleurs.

L'intervenante souhaiterait obtenir quelques précisions de nature technique;

— Le projet vise l'ensemble des travailleurs salariés, occupés dans le cadre d'un contrat de travail; qu'en est-il des stagiaires et des apprentis?

— Que se passe-t-il si un travailleur, convoqué en vue d'une vaccination et qui a obtenu son congé pour petit chômage en vue de se faire vacciner, rate son rendez-vous? A-t-il le droit de solliciter un nouveau petit chômage?

Mme Nahima Lanjri (CD&V) souligne que, à court terme, la campagne de vaccination va commencer à concerner de plus en plus de personnes, et que les créneaux de vaccination doivent être effectivement utilisés. Le seul moyen d'arriver à cette fin est de permettre à ceux qui travaillent de se rendre à temps dans leur centre de vaccination.

L'intervenante note que les modes d'organisation des centres de vaccination peuvent varier; si certains conviennent les candidats au vaccin à une date et à une heure fixes, d'autres proposent au contraire une fourchette de temps dans laquelle les personnes peuvent déterminer une heure plus précise, avec plus ou moins de latitude. Le petit chômage bénéficiera-t-il également à ces dernières? Certains employeurs ne pourraient-ils pas arguer que le petit chômage n'est ouvert qu'au travailleur qui n'a pu faire de choix quant à son jour et à son heure de passage? Cette question mérite d'être réglée, faute de quoi il risque d'y avoir des problèmes dans certains centres de vaccination.

Mme Nadia Moscufo (PVDA-PTB) reconnaît l'importance du texte à l'examen et la nécessité de permettre à tous les travailleurs de disposer du temps nécessaire en vue de se rendre dans un centre de vaccination au jour et à l'heure fixée. Le respect des données de santé des travailleurs est un élément également très important.

Très concrètement, que signifie "le temps nécessaire à la vaccination"? Cela se limite-t-il strictement au temps nécessaire pour se déplacer jusque et à partir du centre de vaccination, et au temps de la vaccination elle-même?

Mevrouw Florence Reuter (MR) is van mening dat het klein verlet waarin het wetsontwerp voorziet, een belangrijk element is om de vaccinatiecampagne te bespoedigen. Dat is op zich een positief gegeven, dat bovendien gepaard gaat met de noodzakelijke inachtneming van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van de gezondheidsgegevens van de werknemers.

Niettemin wil de spreekster enkele technische aspecten uitgeklaard zien:

— Het wetsontwerp heeft betrekking op alle werknemers met een arbeidsovereenkomst, maar hoe zit het met stagiairs en met jongeren met een leercontract?

— Wat gebeurt er wanneer een werknemer die zijn vaccinatie-uitnodiging heeft ontvangen en daarvoor klein verlet toegekend heeft gekregen, zijn afspraak voor de vaccinatie mist? Kan hij dan nogmaals klein verlet aanvragen?

Mevrouw Nahima Lanjri (CD&V) benadrukt dat de vaccinatiecampagne op korte termijn almaar meer mensen zal bereiken en dat de vaccinatie tijdslots daadwerkelijk moeten worden benut. Dat kan alleen als de mensen die werken in de gelegenheid worden gesteld tijdig naar het vaccinatiecentrum te gaan.

De spreekster wijst erop dat niet alle vaccinatiecentra op dezelfde manier zijn georganiseerd. Sommige nodigen de betrokkenen uit voor een vaccinatie op een welbepaalde dag en een welbepaald tijdstip, terwijl andere centra een tijdslot voorstellen waarin de betrokkenen over meer speling beschikken om zelf een welbepaald tijdstip te bepalen. Zal het klein verlet ook in dat laatste geval gelden? Zullen sommige werkgevers niet aanvoeren dat klein verlet alleen mogelijk is voor de werknemers die geen enkele keuze hebben gehad inzake dag en uur van hun vaccinatie? Deze vraag dient te worden uitgeklaard; zo niet dreigen in bepaalde vaccinatiecentra problemen te rijzen.

Mevrouw Nadia Moscufo (PVDA-PTB) erkent het belang van de ter bespreking voorliggende tekst en geeft aan dat alle werknemers over de nodige tijd moeten kunnen beschikken om op de gestelde dag en het gestelde uur naar het vaccinatiecentrum te gaan. Ook is het heel belangrijk dat acht wordt geslagen op de bescherming van de gezondheidsgegevens van de werknemers.

Wat wordt heel concreet bedoeld met "de tijd die nodig is voor de vaccinatie"? Betreft het hier louter de tijd die nodig voor de reistijd van en naar het vaccinatiecentrum en voor de vaccinatie zelf? Hoe zal worden

Quid par exemple en ce qui concerne des travailleurs eux-mêmes en déplacement pour les besoins de leur travail, comme le personnel navigant, par exemple?

Mme Tania De Jonge (Open Vld) soutient le projet à l'examen parce que la vaccination est essentielle, non seulement pour atteindre l'immunité collective mais aussi pour assurer la continuité des entreprises et de l'économie dans son ensemble.

Dans ce cadre, l'intervenante rejoint Mme Lanjri (CD&V): les entreprises doivent effectivement encourager autant que possible leurs travailleurs à se faire vacciner.

Mme Anja Vanrobaeys (Vooruit) soutiendra également le projet à l'examen. C'est une bonne chose que les travailleurs salariés et les fonctionnaires puissent s'absenter de leur travail pour leur vaccination tout en conservant leur rémunération.

L'intervenante souligne qu'outre le rôle de sensibilisation dévolu aux employeurs, les partenaires sociaux peuvent également jouer un rôle intéressant au sein d'une entreprise. Ils peuvent apporter une réponse aux nombreuses questions pratiques (par exemple, le respect du droit à la protection de la vie privée, le règlement administratif du petit chômage, ...) qui se posent au sein des entreprises.

Mme Catherine Fonck (cdH) s'interroge quant à l'absence d'effet rétroactif au dispositif en projet. Il faut rappeler que lorsque la campagne de vaccination a commencé, au tout début de l'année, elle n'a pas concerné que les personnes âgées dans les homes, mais également le personnel de ces institutions. Certains travailleurs de ce secteur étant en congé, ils ont dû prendre sur leur temps libre en vue d'aller se faire vacciner sur leur lieu de travail. Ne serait-il pas logique et équitable de prévoir en faveur de ces personnes, avec effet un effet rétroactif, le même droit au petit chômage que celui que le présent projet instaure?

L'intervenante annonce à cette fin le dépôt d'un amendement.

Plus largement, selon l'intervenante, le projet passe à côté d'un levier qui permettrait de véritablement accélérer le rythme des vaccinations, à savoir la mise en place de centres de vaccination au sein des grandes entreprises, avec le concours des médecins du travail. C'est après

omggaan met bijvoorbeeld werknemers die zelf voor beroepsdoeleinden op reis zijn, zoals varende personeel?

Mevrouw Tania De Jonge (Open Vld) ondersteunt dit voorstel daar de vaccinatie heel belangrijk is, niet alleen voor het behalen van een groepsimmunité maar ook voor de continuïteit van de bedrijven en de economie in haar geheel.

In dat kader sluit de spreker zich aan bij mevrouw Lanjri (CD&V): bedrijven moeten inderdaad hun werknemers zoveel mogelijk stimuleren om zich te laten vaccineren.

Ook mevrouw Anja Vanrobaeys (Vooruit) zal dit voorstel steunen. Het is een goede zaak dat werknemers en ambtenaren voor hun vaccinatie kunnen afwezig zijn op hun werk, met inkomensbehoud.

De spreker merkt op dat er naast een sensibiliserende rol voor de werkgevers ook een interessante rol weggelegd kan zijn voor de sociale partners binnen een onderneming. Zij kunnen een antwoord bieden op de vele praktische vragen (bijvoorbeeld het respecteren van de privacy, de administratieve afhandeling van het kort verlet enzovoort) die rijzen binnen de bedrijven.

Mevrouw Catherine Fonck (cdH) heeft bedenkingen bij het feit dat het dispositief van het wetsontwerp geen terugwerkende uitwerking heeft. Het is goed eraan te herinneren dat helemaal aan het begin van het jaar, bij de start van de vaccinatiecampagne, niet alleen werd gefocust op de ouderen in de woonzorgcentra, maar ook op het personeel van die instellingen. Aangezien sommige werknemers in die sector toen met vakantie waren, hebben ze een deel van hun vrije tijd moeten opofferen om zich op hun werkplek te laten vaccineren. Zou het niet logisch en billijk zijn om voor die mensen met terugwerkende kracht in hetzelfde recht op klein verlet te voorzien als beoogd in het voorliggende wetsontwerp?

De spreker kondigt aan dat ze daartoe een amendement zal indienen.

Meer algemeen geeft de spreker aan dat het wetsontwerp geen ruimte biedt voor een hefboom waarmee het vaccinatietempo echt zou kunnen worden opgedreven, namelijk het instellen van vaccinatiecentra binnen de grote bedrijven, met de medewerking van de

tout ce qui se fait depuis des années avec la vaccination contre la grippe saisonnière.

*
* *

M. Pierre-Yves Dermagne, vice-premier ministre et ministre de l'Économie et du Travail, indique que le projet n'a pas en soi pour objet d'accélérer la vaccination, mais de lever un obstacle au déroulement normal des opérations de vaccination, en permettant aux personnes qui travaillent de disposer du temps nécessaire pour se faire vacciner sans entrave au jour et à l'heure où elles sont convoquées.

Il convient de faire remarquer que le dispositif a été soumis aux partenaires sociaux, qui ont exprimé un avis positif unanime sur le texte. De manière générale, les partenaires sociaux sont conscients de l'enjeu de la vaccination; les organisations représentatives des employeurs ont adopté des déclarations en vue d'encourager les entreprises à faciliter les opérations de vaccination.

Concernant la vaccination des stagiaires et apprentis, il faut noter que ceux-ci ne sont pas concernés par le champ d'application du texte en projet, qui ne concerne que les travailleurs occupés dans le cadre d'un contrat de travail. La compétence en ce qui concerne les contrats de stage et d'apprentissage appartient d'ailleurs aux Régions. Mais le ministre ne doute pas que, dans le contexte actuel et au vu de l'approche positive adoptée par les fédérations patronales, les entreprises comprendront l'importance de permettre aux stagiaires et apprentis d'aller se faire vacciner.

Concernant la question de Mme Moscufo au sujet du "temps nécessaire" et de l'exemple donné concernant le personnel navigant, le ministre indique que la notion de "temps nécessaire", dans le cadre de la réglementation du petit chômage, est déjà fixée de longue date avec suffisamment de précision pour ne pas donner lieu à des difficultés: le "temps nécessaire" s'applique également dans le cas de figure donné en exemple.

Concernant la question du contretemps, soulevée par Mme Reuter, le ministre estime que si le non-respect du rendez-vous au centre de vaccination est le fait du travailleur, celui-ci ne peut pas prétendre à un nouveau petit chômage. Par contre, en cas de cause étrangère, et *a fortiori* de force majeure, le droit à un nouveau petit chômage n'est pas épuisé.

arbeidsgeneesheren. Uiteindelijk gebeurt zulks al jaren voor de vaccinatie tegen de seizoensgriep.

*
* *

De heer Pierre-Yves Dermagne, vice-eersteminister en minister van Economie en Werk, geeft aan dat het wetsontwerp in wezen niet tot doel heeft de vaccinatie te bespoedigen, maar wel het normale verloop van de vaccinatiwerkzaamheden niet te belemmeren. Aldus zouden werkenden over de nodige tijd beschikken om zich ongehinderd te laten vaccineren op de dag en het tijdstip waarvoor ze worden opgeroepen.

Er zij opgemerkt dat deze regeling aan de sociale partners werd voorgelegd en dat zij een eensluidend positief advies over de tekst hebben gegeven. Algemeen zijn de sociale partners zich bewust van het belang van vaccinatie. De representatieve werkgeversorganisaties hebben verklaringen aangenomen om de bedrijven ertoe aan te moedigen de vaccinatiwerkzaamheden te faciliteren.

Wat de vaccinatie van stagiairs en van jongeren met een leercontract betreft, moet worden opgemerkt dat die niet onder het toepassingsgebied van het wetsontwerp ressorteren, aangezien dat alleen de werknemers betreft die met een arbeidsovereenkomst aan de slag zijn. De stage- en leercontracten zijn trouwens een gewestbevoegdheid. De minister twijfelt er echter niet aan dat de bedrijven in de huidige context en gezien de positieve houding van de werkgeversfederaties in dezen, zullen inzien hoe belangrijk het is dat de stagiairs en de jongeren met een leercontract kunnen laten vaccineren.

Wat de vraag van mevrouw Moscufo met betrekking tot de "nodige tijd" betreft, waarbij ze het voorbeeld van het varend personeel aanhaalde, geeft de minister aan dat het begrip "nodige tijd" in het kader van de regelgeving inzake het klein verlet al zolang geleden met de nodige nauwkeurigheid werd omschreven dat ter zake geen problemen zullen rijzen; de "nodige tijd" is eveneens van toepassing op het geval dat als voorbeeld werd aangehaald.

Wat de vraag van mevrouw Reuter met betrekking tot onverwachte omstandigheden betreft, meent de minister geen tweede keer recht heeft op klein verlet wanneer hij zelf verantwoordelijk is voor de niet-inachtneming van zijn afspraak in het vaccinatiecentrum. Mist hij zijn afspraak daarentegen door een oorzaak buiten zijn wil om, en *a fortiori* in geval van overmacht, dan behoudt hij zijn recht op klein verlet.

À la question de Mme Lanjri sur la limitation éventuelle du petit chômage aux seuls travailleurs à qui le centre de vaccination n'offre pas de choix quant à la date et l'heure de passage, le ministre répond que le travailleur ne peut pâtir du mode d'organisation du centre de vaccination dans lequel il est convoqué. La solution inverse perturberait en outre inutilement la campagne de vaccination.

Sur l'effet rétroactif du texte en projet, qui a été abordé par Mme Fonck, le ministre indique que cet aspect a été abordé par les partenaires sociaux, qui n'ont pas encore trouvé de solution consensuelle sur ce point. Le ministre considère que l'amendement annoncé par Mme Fonck n'est pas de nature à répondre à l'objectif poursuivi par le projet, qui est de faciliter les opérations de vaccination lorsqu'elles commenceront à toucher l'essentiel de la population active.

III. — VOTES

Article 1^{er}

Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

L'article 2 est adopté à l'unanimité.

Art. 3

Cette disposition règle le droit à l'absence rémunérée au travail afin de recevoir un vaccin contre le coronavirus COVID-19. Elle énonce les conditions pour que travailleur conserve sa rémunération pendant son absence, les règles de preuve et garantit le respect de la vie privée et la confidentialité des données de santé du travailleur.

Mme Sophie Thémont et cs. présente l'amendement n° 1 (DOC 55 1849/002), qui vise à insérer un alinéa entre les alinéas 1^{er} et 2, en vue de préciser

Op de vraag van mevrouw Lanjri of het klein verlet eventueel alleen zou gelden voor de werknemers die de datum en het uur van aanmelding in het hun toegewezen vaccinatiecentrum niet kunnen kiezen, antwoordt de minister dat de werknemer geen nadeel mag ondervinden van de manier waarop zijn vaccinatiecentrum is georganiseerd. Bovendien zou het tegendeel de vaccinatiecampagne onnodig bemoeilijken.

Aangaande de toepassing met terugwerkende kracht van het wetsontwerp die door mevrouw Fonck werd gesuggereerd, geeft de minister aan dat de sociale partners dit aspect hebben onderzocht, maar dat ter zake nog geen consensus werd bereikt. De minister meent dat het door mevrouw Fonck aangekondigde amendement zal voorbijgaan aan de doelstelling van het wetsontwerp, met name de vaccinatiewerkzaamheden vlotter te doen verlopen op het moment dat het gros van de beroepsbevolking aan de beurt is.

III. — STEMMINGEN

Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 2 wordt eenparig aangenomen.

Art. 3

Dit artikel strekt tot regeling van het recht op afwezigheid van het werk met loonbehoud van de werknemers, opdat zij zich kunnen laten vaccineren tegen het coronavirus COVID-19. Het bevat de voorwaarden waaronder de werknemer tijdens diens afwezigheid recht heeft op loonbehoud en de regels inzake de voorlegging van het bewijs. Bovendien beoogt het te waarborgen dat de persoonlijke levenssfeer en de vertrouwelijkheid van de gezondheidsgegevens van de werknemer in acht worden genomen.

Mevrouw Sophie Thémont c.s. dient amendement nr. 1 (DOC 55 1849/002) in, tot invoeging van een lid tussen het eerste en het tweede lid. Het ligt in de bedoeling te

que l'absence en vue de recevoir un vaccin contre le COVID-19 est assimilée à une absence du travail au sens de l'article 30, § 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et que la rémunération normale pour cette absence est fixée conformément aux dispositions de l'article 56 de la même loi.

L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité.

L'article 3, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité.

Art. 4

Cette disposition règle l'entrée en vigueur, la fin de vigueur et habilite le Roi à reporter temporairement la date de fin de vigueur.

Mme Catherine Fonck (cdH) présente l'amendement n° 2 (DOC 55 1849/002), qui vise à conférer au dispositif un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021, jusqu'au 31 décembre 2021. Il est renvoyé à la justification de l'amendement.

L'amendement n° 2 est rejeté par 16 voix contre une.

L'article 4 est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble du projet de loi est adopté par vote nominatif à l'unanimité.

Le résultat du vote nominatif est le suivant:

Ont voté pour:

N-VA: Björn Anseeuw, Wim Van der Donckt;

Ecolo-Groen: Cécile Cornet, Marie-Colline Leroy, Evita Willaert;

PS: Marc Goblet, Sophie Thémont, Leslie Leoni;

VB: Ellen Samyn, Hans Verreyt;

verduidelijken dat de afwezigheid met het oog op het toegediend krijgen van een vaccin ter bescherming tegen het coronavirus COVID-19 wordt gelijkgesteld met een afwezigheid van het werk in de zin van artikel 30, § 1, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Het normale loon voor deze afwezigheid wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 56 van dezelfde wet.

Amendement nr. 1 wordt eenparig aangenomen.

Het aldus geamendeerde artikel 3 wordt eenparig aangenomen.

Art. 4

Dit artikel strekt tot regeling van de inwerkingtreding en de buitenwerkingtreding. Het beoogt de Koning te machtigen de datum van buitenwerkingtreding tijdelijk uit te stellen.

Mevrouw Catherine Fonck (cdH) dient amendement nr. 2 (DOC 55 1849/005) in, teneinde te bepalen dat deze regeling met terugwerkende kracht in werking treedt op 1 januari 2021 en dat ze buiten werking treedt op 31 december 2021. Er wordt verwezen naar de verantwoording van het amendement.

Amendement nr. 2 wordt verworpen met 16 stemmen tegen 1.

Artikel 4 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele wetsontwerp wordt bij naamstemming eenparig aangenomen.

Resultaat van de naamstemming:

Hebben voorgestemd:

N-VA: Björn Anseeuw, Wim Van der Donckt;

Ecolo-Groen: Cécile Cornet, Marie-Colline Leroy, Evita Willaert;

PS: Marc Goblet, Sophie Thémont, Leslie Leoni;

VB: Ellen Samyn, Hans Verreyt;

MR: Christophe Bombled, Florence Reuter;

CD&V: Nahima Lanjri;

PVDA-PTB: Nadia Moscufo;

Open Vld: Tania De Jonge;

Vooruit: Anja Vanrobaeys.

La rapporteure, La présidente,

Sophie THÉMONT Marie-Colline LEROY

Dispositions nécessitant une mesure d'exécution:
non communiqué.

MR: Christophe Bombled, Florence Reuter;

CD&V: Nahima Lanjri;

PVDA-PTB: Nadia Moscufo;

Open Vld: Tania De Jonge

Vooruit: Anja Vanrobaeys.

De rapportrice, De voorzitter,

Sophie THÉMONT Marie-Colline LEROY

Lijst van de bepalingen die een uitvoeringsmaatregel
vergen: niet meegedeeld.